

Crise à l'Éducation nationale

La Fenapeg pour l'organisation d'une concertation nationale

LBON

Libreville/Gabon

Ne pouvant rester insensible devant la crise qui perdure au sein du système éducatif gabonais, depuis plusieurs mois, la Fédération nationale des associations des parents d'élèves et d'étudiants du Gabon (Fenapeg) s'est prononcée, au cours d'une conférence de presse. Occasion pour cette structure de dénoncer les abus de tout genre et proposer quelques pistes de sortie de crise.

« **NOUS**, parents d'élèves, ne sommes pas prêts à accepter ce diktat, d'où qu'il vienne. C'est pourquoi, nous demandons expressément au gouvernement, aux syndicats grévistes ainsi qu'à l'ensemble des acteurs concernés par les questions d'éducation et de formation, à se mettre, dans les meilleurs délais, autour de



Photo : LBON

Le président de la Fenapeg, René Mezui-Menie : "Il faut que tous les acteurs de l'éducation se parlent".

la table de négociation pour trouver des solutions qui s'imposent à pareille circonstance, de manière à ramener la sérénité dans ce

secteur. Faute de quoi, la Fenapeg se réserve le droit de mener des actions d'envergure.»

Ainsi s'exprimait, samedi dernier, le président de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves et d'étudiants du Gabon (Fenapeg), René Mezui-Menie. C'était au cours d'une conférence de presse qu'il animait au siège de cette structure associative partenaire privilégié de l'éducation et de formation au Gabon. Cette rencontre avec la presse a porté essentiellement sur la crise qui secoue le système éducatif depuis quatre mois.

Cette sortie de la super structure parentale, tant attendue par l'ensemble de la communauté éducative, vient à point nommé, d'autant qu'il a eu le mérite de rompre un silence que d'aucuns n'hésitaient pas à assimiler à de la complicité. Et surtout de donner la position de la Fenapeg face au conflit qui oppose le ministère de l'Éducation nationale aux syndicats enseignants en grève.

Aussi, la Fenapeg, dont les objectifs tournent autour de l'amélioration des conditions d'études de la jeunesse gabonaise, après avoir jeté un regard sans complaisance sur les raisons "multiples et multi-formes" ayant conduit à la crise, et au regard du tableau sombre que présente son évolution, s'interroge-t-elle sur l'avenir de l'école gabonaise.

«Aujourd'hui, nous, les parents, pouvons affirmer, sans risque de nous tromper, que la mort de l'école gabonaise est inéluctable (si rien n'est fait)», a déclaré René Mezui-Menie. D'où son appel au dialogue de tous les partenaires de l'éducation et de la formation. Non sans prendre à témoin la communauté na-



Photo : LBON

Une vue des journalistes ayant pris part à la rencontre.

tionale et internationale, en interpellant particulièrement l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et le Fonds des nations unies pour l'enfance (Unicef).

A en croire le président de la Fenapeg, « les rapports des présidents provinciaux et ceux des bureaux de base dans l'ensemble du territoire, la grève des enseignants est suivie à près de 90% dans le secteur public et un peu moins de 50% dans le secteur privé. » Cette situation serait due au refus des deux parties de

mettre en avant l'intérêt national, au grand dam de la jeunesse gabonaise. Celle-ci ne serait-elle pas victime d'une sorte de conspiration ?, s'est interrogé René Mezui-Menie

pour qui la solution se trouve dans l'organisation d'un tour de table auquel prendraient part tous les acteurs impliqués dans un système éducatif, qui a besoin de véritables remèdes.

Erratum

C'est plutôt Jean Lié Massala !

DANS notre article paru, hier, en page 7, relatif à la sortie des 11e et 12e promotions d'étudiants de l'Académie franco-américaine de management (Afram), nous avons, par erreur, attribué au président directeur général de cet établissement, un prénom qui n'était pas le sien. Il fallait plutôt lire **Jean Lié Massala** et non Jean-Louis Massala. Toutes nos excuses à l'intéressé et à nos lecteurs.

Piéton

Au secours, Averda !



Photo : SNN

Bouteilles, sachets en plastique et autres déchets jonchent les trottoirs du marché de Nzenge-Ayong, dans le 6e arrondissement de Libreville. Ce qui transforme ces espaces en une sorte de cimetière à ciel ouvert des objets en plastique. A ce qu'il semble, ce phénomène ne s'est pas constitué en un seul jour. C'est à se demander où étaient les équipes d'Averda pour que cette situation atteigne une telle ampleur!

Un Mindoube II à Dragon ?



Photo : SNN

Une maison à l'abandon, au quartier Dragon, dans le 3e arrondissement de Libreville, offre le cadre de son sous-sol à une décharge publique pour toutes les habitations situées à proximité ! Une insalubrité grandissante qui constitue un véritable danger. Du coup, rats d'égouts, odeurs nauséabondes et autres constituent le lot quotidien des riverains de cette "décharge" illégale.

Par SNN

DOUBLE CRÉDIT PERMANENT

Jusqu'à épuisement !

Double Crédit vers le NATIONAL et 14 destinations INTERNATIONALES.

(*|Allemagne, Canada-USA, Chine, Espagne, France, Inde, Italie, Liban, Hong Kong, Afrique du sud, Suède, Malaisie, Singapour.

www.gabontelecom.ga facebook.com/GabonTelecom

Gabon Telecom
L'avenir vous appartient

Info : 222